

Sommaire

Actualités

Visite du président birman aux Etats-Unis :

la communauté internationale doit mettre en place des critères précis pour promouvoir les droits de l'homme et la démocratie

Etat kachin : signature d'un cessez-le-feu provisoire mais les combats continuent

Les violences antimusulmanes s'étendent dans les régions ethniques

Toujours pas de véritable cessez-le-feu dans l'Etat Kachin

L'armée birmane recrute toujours des enfants soldats

L'exploitation des ressources naturelles en Birmanie doit être transparente et profiter aux populations locales.

Eclairage

Journée mondiale de mobilisation et de Soutien au peuple kachin :

Le fédéralisme, seul garant d'une véritable paix

Campagne pour la libération des prisonniers politiques

Libérez Aung Ko Latt !

**Nous soutenir,
Nous rejoindre**

Edito

Ces trois derniers mois ont vu surgir un regain terrifiant des violences antimusulmanes. Ces violences mettent en lumière les profondes tensions ethniques et religieuses qui sapent les efforts visant à stabiliser le pays et à continuer les réformes politiques et économiques. Les aspirations démocratiques de la Birmanie ne pourront jamais pleinement se réaliser si les musulmans, qui représentent environ cinq pour cent de la population, continuent d'être attaqués et marginalisés par les bouddhistes.

Depuis le mois de mars, les violences religieuses se sont répandues dans de nouvelles régions, plus de 44 personnes sont mortes et au moins 13 000 personnes ont été déplacées. Pourtant, aucune action appropriée n'a été mise en œuvre par le gouvernement birman pour enrayer la propagation des violences, l'extrémisme religieux, et la méfiance entre les communautés.

Le gouvernement birman doit s'assurer que les auteurs des violences soient tenus pour responsables et poursuivis indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique, et en conformité avec les normes internationales d'application de la loi. Il est fondamental que la communauté internationale maintienne la pression sur le gouvernement pour mettre fin à l'impunité des actes de violence et de discrimination et pour enrayer toute forme de discrimination, notamment les condamnations arbitraires de musulmans.

Les discriminations religieuses et ethniques et le nationalisme bouddhiste ont été institutionnalisés par des régimes militaires successifs depuis des décennies. La poursuite de la violence, et l'incapacité du gouvernement à y mettre fin, permettent de questionner la volonté et la capacité d'un gouvernement majoritairement bouddhiste à maintenir la paix et la stabilité à long terme dans un pays peuplé par de nombreux groupes ethniques et religieux.

Aucune transition vers un pays véritablement démocratique et pacifique ne se fera sans réconciliation nationale, notamment en mettant fin à la discrimination des minorités et à l'intolérance religieuse et ethnique.

Bonne Lecture

L'équipe d'Info Birmanie

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

La Ruche - 84 quai de Jemmapes - 75010 Paris

Tél 07 62 80 61 33 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>

Visite du président birman aux Etats-Unis :

la communauté internationale doit mettre en place des critères précis pour promouvoir les droits de l'homme et la démocratie

Le 20 mai, Barack Obama a reçu le Président birman à la Maison Blanche. Thein Sein est le premier dirigeant birman à se rendre en visite officielle aux Etats-Unis depuis la visite du général Ne Win en 1966.

Alors que cette visite représentait une opportunité pour encourager le gouvernement birman à continuer les réformes, l'attitude du Président Obama démontre que la communauté internationale semble plus préoccupée par des intérêts économiques que par une amélioration réelle de la situation des droits de l'homme et d'une évolution notable du processus politique.

Début mai, les Etats-Unis ont entamé une révision des sanctions contre la Birmanie. Le 2 mai, le gouvernement américain a levé l'interdiction sur l'octroi de visas d'entrée aux différents responsables du gouvernement, de leurs familles et des quelques oligarques très proches du régime. Le même jour, Barack Obama a cependant annoncé la prolongation d'un an des sanctions encore en vigueur contre la Birmanie, comme l'interdiction pour les entreprises américaines de passer des contrats avec des entités figurant sur la liste noire américaine et les entreprises appartenant à des militaires.

Etat kachin : signature d'un cessez-le-feu provisoire mais les combats continuent

Le gouvernement birman et l'Armée pour l'indépendance kachin (KIA), ont signé jeudi un accord de cessez-le-feu provisoire. Les représentants kachin et du gouvernement ont signé un plan en sept points prévoyant entre autres l'arrêt des combats, a déclaré à l'AFP le Dr Min Zaw Oo, un négociateur du Centre pour la paix de Birmanie.

L'accord est destiné à faire cesser les combats dans un premier temps, il y aura ensuite des discussions plus poussées sur le repositionnement des troupes et l'ouverture d'un dialogue politique, a précisé Min Zaw Oo. Ces négociations étaient organisées pour la première fois en territoire birman depuis la reprise des combats il y a bientôt deux ans, en juin 2011 après 17 ans de trêve.

Elles se tenaient depuis mardi dans la capitale de l'Etat kachin, Myitkyina, entre des représentants de la KIA et de son bras politique, l'Organisation du même nom (KIO), et des émissaires du pouvoir.

Un représentant des Nations unies, Vijay Nambiar, avait été convié à y assister par des groupes ethniques présents autour de la table.

Une dizaine de pourparlers de paix ont déjà eu lieu depuis 2011. Mais cela n'a pas empêché les combats de s'intensifier en décembre, avant que le pouvoir n'annonce un cessez-le-feu unilatéral qui n'a lui-même pas complètement fait taire les armes.

Les violences antimusulmanes s'étendent dans les régions ethniques

Des attaques visant les musulmans ont continué, s'étendant à l'Etat kachin, au Nord de l'Etat Shan et dans la division de Pegu.

Des centaines de bouddhistes ont défilé à moto à Lashio, une ville du nord-est du pays le 29 mai, agitant des barres de fer et des bâtons de bambou et lançant des pierres après qu'une mosquée et un orphelinat musulman eurent été incendiés à l'occasion d'une nouvelle flambée de violences intercommunautaires.



©AP

Des poursuites judiciaires arbitraires

Le gouvernement a échoué à faire rendre des comptes aux auteurs des violences contre les minorités ethniques et religieuses dans ce pays et les poursuites judiciaires se déroulent de manière arbitraire : le 21 mai, deux tribunaux de Meikhtila, dans la Division de Mandalay, ont condamné sept musulmans à des peines de prison allant de deux à 28 ans dans le cadre du meurtre d'un moine bouddhiste à Meikhtila le 20 mars.

Les discriminations contre les Rohingyas continuent

Si le Président Thein Sein a affirmé que son administration assurerait la protection des droits de l'homme des musulmans dans l'Etat d'Arakan, le gouvernement continue de mettre en place des politiques discriminatoires contre les Rohingyas, notamment l'interdiction faite aux Rohingyas musulmans d'avoir plus de deux enfants. La mise en oeuvre de cette politique s'inscrit dans le cadre plus large de la persécution des Rohingyas.

Toujours pas de véritable cessez-le-feu dans l'Etat Kachin

Le gouvernement birman et l'Armée pour l'indépendance kachin (KIA), ont signé jeudi un accord de cessez-le-feu provisoire. Les représentants kachin et du gouvernement ont signé un plan en sept points prévoyant entre autres l'arrêt des combats, a déclaré à l'AFP le Dr Min Zaw Oo, un négociateur du Centre pour la paix de Birmanie.

L'accord est destiné à faire cesser les combats dans un premier temps, il y aura ensuite des discussions plus poussées sur le repositionnement des troupes et l'ouverture d'un dialogue politique, a précisé Min Zaw Oo. Ces négociations étaient organisées pour la première fois en territoire birman depuis la reprise des combats il y a bientôt deux ans, en juin 2011 après 17 ans de trêve.

Un représentant des Nations unies, Vijay Nambiar, avait été convié à y assister par des groupes ethniques présents autour de la table.

Une dizaine de rencontres ont déjà eu lieu depuis 2011. Mais elles n'ont pas empêché les combats de s'intensifier en décembre, avant que le pouvoir n'annonce un cessez-le-feu unilatéral qui n'a lui-même pas complètement fait taire les armes.

L'armée birmane recrute toujours des enfants soldats

Selon un rapport du Secrétaire Général des Nations Unies, la Birmanie a échoué à démobiliser les enfants soldats. En juin 2012, la Birmanie et les Nations Unies ont pourtant signé un Plan d'action conjoint dans lequel le gouvernement birman et les militaires s'engageaient à mettre un terme au

recrutement d'enfants et à l'utilisation d'enfants dans les forces armées avant décembre 2013.

L'exploitation des ressources naturelles en Birmanie doit être transparente et profiter aux populations locales.

Un rapport de l'organisation Revenue Watch Institute, le Resource Governance Index, qui évalue la transparence et la redevabilité de 58 pays du monde dans les secteurs du pétrole, du gaz et de l'exploitation minière, en fonction de leurs niveaux de transparence et de redevabilité. L'entreprise nationale birmane se retrouve encore en bas du classement.

Dans le cadre d'un système économique birman opaque et corrompu, où des liens directs existent entre développement d'infrastructures, exploitation des ressources naturelles et violations des droits de l'homme et de l'environnement, la nécessité de transparence et de redevabilité des investissements étrangers en Birmanie semble primordiale.

Eclairage

Journée mondiale de mobilisation et de Soutien au peuple kachin

Le fédéralisme, seul garant d'une véritable paix

Le 9 juin, cela fera deux ans que les combats ont repris dans l'Etat Kachin lorsque l'armée birmane a rompu un cessez-le-feu long de 17 ans. A cette occasion, les organisations de la communauté Kachin et les groupes de campagne pour la Birmanie à travers le monde participeront à une Journée mondiale de mobilisation et de soutien pour le peuple Kachin.

Cette Journée de mobilisation met en évidence les violations des droits de l'Homme perpétrés dans l'Etat Kachin notamment les violences sexuelles dont sont victimes les femmes. Des manifestations pacifiques et des événements auront lieu dans de nombreux pays à travers le monde afin de faire pression sur la communauté internationale pour qu'elle appelle le le Président U Thein Sein à stopper les attaques contre les populations Kachin et à s'engager vers une solution politique fondée sur le principe de démocratie fédérale, seul garant d'une paix durable.

Les violations des droits de l'homme commises par les soldats de la Tatmadaw contre les populations kachin vivant dans la zone de conflit sont récurrentes et n'ont montré aucun signe de fléchissement. Ces violations des droits de l'homme incluent, mais ne se limitent pas, à des pillages et des destructions de village, des déplacements forcés des communautés locales, des viols, au travail forcé, des actes de torture et des meurtres. Ces abus pouvant être assimilés à des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Plus de 100 000 civils Kachin ont du fuir de leurs domiciles pour se réfugier dans des camps et des zones pour personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Le gouvernement birman continue de restreindre l'aide humanitaire à des milliers de réfugiés Kachin.

En Birmanie, de nombreuses actions auront lieu où des activistes pacifiques déposeront des couronnes au pied du Monument de l'Indépendance à Rangoun et organiseront une manifestation pacifique le long du Lac Inya, suivie d'une prière interreligieuse organisée par le « Kachin Peace Network » avec d'autres organisations de la communauté.

Eclairage

Bien qu'il y ait eu des négociations de paix, il y a peu de progrès de la part du gouvernement pour s'engager vers un véritable cessez-le-feu et pour négocier les fondements politiques d'une façon significative. Tandis que le Kachin et les autres minorités souffrent, la communauté internationale continue d'ignorer en grande partie ces terribles atteintes aux droits de l'Homme et a, au contraire, récompensé le gouvernement en levant la plupart des sanctions.

« L'origine du conflit dans l'Etat Kachin est liée à la nature discriminatoire de l'actuelle Constitution. Sans solution politique, c'est-à-dire la formation d'une démocratie fédérale birmane qui garantit l'autodétermination pour le peuple Kachin et toutes les minorités ethniques, il ne peut y avoir une paix durable dans le pays », a déclaré Gawlu La Awng, de l'Organisation pour l'indépendance Kachin.

Campagne pour la libération des prisonniers politiques

« *Un prisonnier de conscience est un prisonnier de trop* »

Daw Aung San Suu Kyi, Conférence Nobel, Oslo, 16 juin 2012

S'il faut se réjouir de la libération de près de 800 prisonniers politiques depuis mai 2011, 176 prisonniers politiques sont toujours détenus dans les prisons birmanes et le nombre croissant de détentions arbitraires donne à réfléchir. Depuis janvier 2012, il y a eu au moins 200 arrestations politiquement motivées. Le gouvernement actuel utilise en effet la législation pour persécuter et intimider les personnes qui osent exprimer des opinions contraires aux intérêts de l'État. Les lois répressives sont toujours en place et donnent au gouvernement un cadre juridique lui permettant de procéder à des arrestations arbitraires et de mettre sous silence les voix dissidentes.

Emprisonnés dans les conditions les plus abominables, ils ont subi des actes de torture physique et psychologique, ont souvent été placés en isolement total, dans des prisons loin de leurs familles et n'ont pas eu un accès à l'assistance médicale dont ils ont besoin pour survivre. Nombre d'entre eux ont péri du fait de mauvais traitements ou d'un manque de soins adaptés à leurs problèmes de santé.

Le gouvernement birman utilise ces prisonniers comme monnaie d'échange, les relâchant de temps en temps pour améliorer leur image sans toutefois entamer de véritables réformes démocratiques. La plupart d'entre eux sont libérés sous conditions, ce qui veut dire qu'ils n'ont pas été graciés mais que leur peine a simplement été suspendue. S'ils sont arrêtés de nouveau ils devront donc purger leur ancienne peine. Les lois répressives en vertu desquelles ces personnes ont été emprisonnées demeurent au cœur du système.

La communauté internationale ne doit pas oublier les prisonniers politiques restés en prison et doit agir pour réclamer leur libération immédiate.

Chaque mois, Info Birmanie met en lumière le cas d'un ou plusieurs prisonniers et fait appel à Laurent Fabius, Ministre des Affaires Etrangères, pour demander la libération de tous les prisonniers politiques.. Pour cela, votre soutien est indispensable.

Signez la pétition ici !

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

La Ruche - 84 quai de jemmapes - 75010 Paris

Tél 07 62 80 61 33 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>

Campagne pour la libération des prisonniers politiques



Agissez maintenant en signant la pétition demander sa libération ainsi que celle de tous les prisonniers en cliquant [ICI](#)

Aung Ko Latt est un militant de 36 ans qui travaille pour la promotion de l'éducation aux droits de l'homme en distribuant des tracts et en donnant des conférences en Birmanie. il a été arrêté en 2011 et condamné à 11 ans de prison.

Il a été arrêté en Juin 2011 avec la fausse accusation d'être un membre de l'Union nationale karen (KNU) et d'avoir été complice de l'explosion d'une bombe sur le marché de Myoma à Naypyidaw. L'Union nationale Karen est une organisation politico-militaire représentant les aspirations du peuple Karen en Birmanie. La KNU est toujours interdite par le gouvernement birman.

Il a été accusé sous quatre chefs d'accusations différents notamment en vertu de l'article 17/1 de la Loi sur les associations illégales et de la loi sur les substances explosives. Le gouvernement utilise fréquemment l'article 17/1 de la Loi sur les associations illégales afin d'empêcher la population de s'associer avec des groupes de défense de la démocratie. Il a été torturé et forcé à avouer pendant sa détention à la prison d'Insein où il était détenu depuis près de 9 mois. En mars 2012, il a été condamné à 11 ans de prison et il purge actuellement sa peine de prison dans la prison de Thayet.

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

La Ruche - 84 quai de jemmapes - 75010 Paris

Tél 07 62 80 61 33 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>



« Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre » Aung San Suu Kyi



La Ruche - 84, quai de Jemmapes
75010 Paris
Tél. 07 62 80 61 33
Mail. infobirmanie@gmail.com
<http://www.info-birmanie.org>

Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'Homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

Aidez Info Birmanie !

Envoyez vos dons par internet ou par chèque (libellé au nom de Info Birmanie, à l'adresse ci-dessus).
Vous recevrez un reçu fiscal vous permettant de bénéficier de réduction d'impôt sur le revenu.

Rejoignez Info Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres événements publics ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions.

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice.

Faire partager votre expérience et vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques.

Contactez Célestine

07 62 80 61 33 / infobirmanie@gmail.com

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

La Ruche - 84 quai de Jemmapes - 75010 Paris

Tél 07 62 80 61 33 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>